

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Location et entretien du linge de travail des équipes de
cuisines, de maintenance et de magasins pour la direction des
restaurants de l'INSA LYON

M25.0008

INSA LYON
Pôle Achat
Direction des Affaires Financières
20 Avenue Albert Einstein
69621 Villeurbanne cedex
marches.publics@insa-lyon.fr

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GENERALES.....	4
2.1 - Forme du marché	4
2.2 - Modifications du marché	4
2.3 - Décomposition en lots/ PSE/ Variantes	4
2.4 - Décomposition en lots	4
2.5 - Prestations Supplémentaires Éventuelles (PSE).....	4
2.6 – Variantes	4
2.7 - Sous-traitance	4
ARTICLE 3 - DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	5
3.1 - Durée du marché	5
3.2 - Délais d'exécution	5
3.3 - Réunion de lancement	5
ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	5
4.1 - Pièces particulières	5
4.2 - Pièces générales.....	5
ARTICLE 5 - CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ	6
ARTICLE 6 - PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL	6
ARTICLE 7 - CONTENU DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	7
8.1 - Emballage et transport	7
8.2 - Livraison	7
8.3 - Prestations complémentaires.....	8
8.4 - Conditions d'installation :	8
ARTICLE 9 - VÉRIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES	8
ARTICLE 10 - CLAUSE A CARACTERE ENVIRONNEMENTALE	8
ARTICLE 11 - CLAUSE A CARACTERE SOCIALE.....	9
ARTICLE 12 - PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENTS.....	9
12.1 - Prix du marché	9
12.2- Variation des prix	10
12.3 - Échéancier de paiement	10
12.4 - Modalités de paiement	11
ARTICLE 13 - BONS DE COMMANDE	11
ARTICLE 14 - PÉNALITÉS APPLICABLES.....	12
14.1 - Pénalités pour retard de livraison	12
14.2 - Pénalités pour non-respect des conditions de l'offre	12
14.3 - Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal.....	12
ARTICLE 15 – GARANTIE DE QUALITE	12
ARTICLE 16 - ASSURANCE	13
ARTICLE 17 - EXCLUSION, RÉSILIATION, CONTENTIEUX	13
17.1 - Résiliation pour faute du Titulaire	13
17.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général.....	13
17.3 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
17.4 - Règlement des litiges et langue	14
ARTICLE 18- DÉROGATIONS AU CCAG-FCS.....	14

ARTICLE 1 - OBJET

Les stipulations du présent accord-cadre concernent : **la location et l'entretien du linge de travail des équipes de cuisines, de maintenance et de magasins pour la Direction des restaurants de l'INSA Lyon**

Le service attendu comprend :

- La location du linge de travail,
- L'entretien du linge de travail : prise en charge du linge sale, nettoyage, repassage et la livraison,
- Mise à disposition de réceptacles à linge sale,
- L'engagement du titulaire à respecter la qualité des articles fournis pendant toute la durée d'exécution du marché.

Le ou les titulaires ne peuvent en aucun cas refuser la prise en charge de linge, quel que soit le degré de salissure.

Précisions :

Les prestations du marché ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles une entreprise doit mettre en location, collecter et distribuer dans les vestiaires le linge professionnel du personnel de la Direction des restaurants de l'INSA Lyon.

Les prestations comprennent :

- La location d'un stock de vêtements de travail (cf. détails sur le Bordereau de Prix Unitaires) pour hommes et femmes, adaptés aux métiers de la restauration collective (cuisiniers, magasiniers et agents de maintenance), sous forme d'articles standards acquis par le prestataire et préalablement définis par l'INSA.
- La prise des tailles et des mesures de chaque porteur,
- Le marquage au nom de chaque porteur des articles loués, l'écussonnage et un mode de traçabilité ineffaçable,
- La remise en état de service des articles par un traitement approprié (nettoyage, entretien, repassage, réparations...) ;
- Le remplacement des articles mis à disposition dès que le degré d'usure de ceux-ci le justifie et/ou à la demande de la Direction des restaurants de l'INSA Lyon ;
- La livraison et l'enlèvement périodiques des articles ;
- La transmission des résultats des contrôles microbiologiques une fois par mois ainsi que la transmission d'une synthèse annuelle à la date anniversaire de la notification ;
- Le flocage des vestes et gilets avec le logo de l'INSA Lyon (voir annexe 2). Le positionnement devra se faire en haut à gauche, au niveau de la poitrine),
- La mise à disposition d'armoire de stockage servant au dépôt des vêtements à raccommorder, de réceptacles à linge sale et de sacs servant aux dépôts de tabliers. (cf. détail BPU).

Le contenu détaillé des prestations attendues du titulaire figure dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Lieu d'exécution :

INSA Lyon
20 avenue Albert Einstein
69621 Villeurbanne Cedex

Lieu de livraison :

1-Bâtiment Le Galilée
INSA Lyon / 6-8 avenue Jean Capelle
69621 Villeurbanne Cedex

2-Bâtiment Le Thélème
INSA Lyon / 10 avenue des arts
69621 Villeurbanne Cedex

80% de la prestation concernera l'adresse 1 et 20% l'adresse 2

ARTICLE 2 – DISPOSITIONS GENERALES

2.1 - Forme du marché

Le marché public est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens des articles L2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6, R21-62-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

2.2 - Modifications du marché

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique et conformément à l'article 25 du CCAG-FCS (clause de réexamen).

2.3 - Décomposition en lots/ PSE/ Variantes

2.4 - Décomposition en lots

Les prestations sont dévolues en lot unique selon les dispositions de l'article L2113-11 du Code de la commande publique.

2.5 - Prestations Supplémentaires Éventuelles (PSE)

Le dossier ne contient pas de Prestations Supplémentaires Éventuelles.

2.6 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.7 - Sous-traitance

Certaines prestations pourront être sous-traitées et les et les travaux de pose ou d'installation du mobilier, pourront être sous-traités, dans les conditions prévues à l'article L.2193-1 du code de la commande publique, à condition d'avoir obtenu de l'INSA Lyon, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement lors de la remise de son offre ou en cours d'exécution du marché.

Le DC4 ([Les formulaires de déclaration du candidat | economie.gouv.fr](https://economie.gouv.fr)) doit être envoyé par le titulaire à l'INSA Lyon, en main propre contre récépissé ou par lettre recommandée avec avis de réception ou par tout autre moyen permettant d'en attester la date et heure de réception.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées notamment aux articles L.2193-2 à L.2193-14 du même code leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers l'INSA Lyon.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de sécurité et des règles de protection des données auxquelles le titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Paiement direct du sous-traitant :

Le sous-traitant a droit à un paiement direct pour des prestations supérieures à 600 €TTC.

Selon les dispositions de l'article R2193-16 du CCP, le sous-traitant dépose sa demande de paiement, au format PDF sur le site : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur ce portail.

L'INSA Lyon procède au paiement du sous-traitant dans le délai maximum de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'INSA Lyon de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement, ou de

l'expiration du délai de 15 jours susmentionné si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus. L'INSA Lyon informe le titulaire des paiements qu'il verse au sous-traitant.

ARTICLE 3 - DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

3.1 - Durée du marché

La durée du marché est de 1 an renouvelable 3 fois à compter de sa notification.

La mise en ordre du marché débutera au plus tard le 2 mai 2025 afin de permettre que les prestations commencent au plus tard le 30 juin 2025.

3.2 - Délais d'exécution

L'exécution des prestations débute à compter du 30 juin 2025.

3.3 - Réunion de lancement

Après notification du marché, une réunion de lancement sera organisée entre le Titulaire et les services prescripteurs de l'INSA Lyon.

Lors de cette réunion, seront notamment évoqués les points suivants :

- Présentation des équipes,
- Répartition des tâches entre les intervenants
- Modalités de communication et d'organisation (règles de validation, mode de transmission des livrables, bons de commandes etc.)
- etc.

ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du présent marché sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité :

4.1 - Pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières du marché (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications, postérieures à la notification du marché.

4.2 - Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG—FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services et modifié par l'arrêté du 30 septembre 2021.
- Les normes et règlements nationaux, européens et internationaux en vigueur, relatifs au domaine objet du marché.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s), offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 5 - CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévu à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

En matière de sécurité, le titulaire est tenu de respecter les dispositions législatives ou réglementaires suivantes :

Le personnel du titulaire intervenant dans les locaux de l'INSA Lyon est soumis aux mêmes règles de discipline et de sécurité que les agents de l'administration. Le non-respect par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité pourra entraîner la résiliation du marché à ses torts.

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à l'INSA Lyon.

Le titulaire s'engage à se conformer à toutes les dispositions législatives, réglementaires ou professionnelles qui s'appliquent à sa profession, à assurer les prestations avec des personnels possédant les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées, à maintenir en état de propreté les locaux dans lesquels il est amené à intervenir.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, peut être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure.

Le titulaire s'engage à informer sans délai l'INSA Lyon de tout élément pouvant compromettre la bonne exécution du marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

ARTICLE 6 - PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Chacune des Parties s'engage au respect intégral des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la législation relative à la protection des Données à Caractère Personnel (ci-après « DCP »), en particulier la loi « Informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et le règlement UE n° 2016/679 du 27 avril 2016 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des Données à Caractère Personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après le « RGPD »).

Lorsqu'elle est Responsable de traitement au sens du RGPD, chaque Partie prend toutes les mesures nécessaires notamment au respect par elle-même, par son personnel et par ses éventuels prestataires, des principes de licéité, loyauté et transparence des traitements vis-à-vis des personnes concernées, de limitation des finalités, de minimisation et d'exactitude des données, de limitation de la conservation, d'intégrité et de confidentialité des données qui doivent présider à tout traitement. Chaque Partie informe les personnes concernées et facilite l'exercice de leurs droits ; elle met en œuvre toute mesure technique ou organisationnelle appropriée pour assurer sa conformité au RGPD.

En outre les Parties reconnaissent et acceptent que certaines DCP listées ci-dessous puissent être transmises ou échangées entre elles et utilisées à l'occasion de l'exécution du Contrat, sans que cela soit l'objet du Contrat :

- Listes de contacts nominatifs et coordonnées professionnelles, à des fins de gestion administrative ou financière, ou de suivi commercial ou technique du Contrat ;
- Informations personnelles nécessaires au contrôle d'accès aux locaux ou au respect de prescriptions de sécurité sur les sites d'une des Parties ;

Dans ce contexte, les Parties s'engagent, s'agissant des DCP ainsi transmises, à :

- Prendre des mesures adéquates pour en préserver la sécurité et la confidentialité des données personnelles,
- Ne les utiliser que pour les finalités prévues ci-dessus et n'en faire aucun autre usage,
- Ne transférer tout ou partie des DCP ainsi transmises en dehors de l'Union Européenne ou de tout pays assurant un niveau de protection adéquat au sens du RGPD, qu'avec des garanties appropriées au regard des exigences du RGPD et sous réserve d'une information appropriée de l'autre Partie et des personnes concernées,
- Notifier à l'autre Partie dans les plus brefs délais toute violation de sécurité concernant les DCP transmises par cette dernière,
- S'apporter mutuellement assistance pour répondre à toute demande des personnes physiques concernées et de la CNIL, dans le respect des délais légaux.

ARTICLE 7 - CONTENU DES PRESTATIONS

Se reporter au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 8 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du CCTP (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

8.1 - Emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport de l'équipement sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Les inscriptions sur les emballages doivent être libellées en français, en application de la loi n°94-665 du 4 août 1994 et sa circulaire du 19 mars 1996, publiée au Journal Officiel du 20 mars 1996.

Les risques afférents au transport et à la livraison de l'équipement sont à la charge du titulaire.

8.2 - Livraison

La livraison et l'installation des fournitures s'effectue dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS. Le titulaire se chargera de la livraison, de l'installation à l'adresse suivante :

Lieu de livraison :

1-Bâtiment Le Galilée
INSA Lyon / 6-8 avenue Jean Capelle
69621 Villeurbanne Cedex

2-Bâtiment Le Thélème
INSA Lyon / 10 avenue des arts
69621 Villeurbanne Cedex

Les frais de transport sont à la charge du titulaire.

La livraison doit être accompagnée d'un bordereau de livraison où sont précisés :

- Le nom de l'Institut/ l'INSA Lyon,
- Le lieu de livraison,
- La date d'expédition,
- La référence à la commande et le numéro de marché,
- L'identification du titulaire,
- L'identification des fournitures livrées.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison est à la charge du titulaire du marché et ne peut pas être facturée à l'INSA Lyon. Aucune livraison ne peut être déposée auprès d'une personne différente de celle figurant sur le bon de commande.

8.3 - Prestations complémentaires

Conformément à l'article R2122-4 du code de la commande publique, l'acheteur peut passer un marché de travaux ou de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence. Le premier marché doit avoir indiqué la possibilité de recourir à cette procédure pour la réalisation de prestations similaires. Sa mise en concurrence doit également avoir pris en compte le montant total envisagé, y compris celui des nouveaux travaux ou services. Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

8.4 - Conditions d'installation :

Le titulaire se charge de l'installation et du montage des armoires de stockage pour le linge à racommoder, les réceptacles à linge sale.

ARTICLE 9 - VÉRIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES

Le présent marché inclut à la charge du titulaire l'ensemble des prestations et fournitures nécessaires à l'installation et à la mise en ordre de marche.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par le représentant de l'INSA Lyon, conformément aux dispositions prévues par les articles 27 à 33 du CCAG-FCS.

Par dérogation aux stipulations de l'article 27.2.2 du CCAG FCS, l'INSA Lyon n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

ARTICLE 10 - CLAUSE A CARACTERE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes ainsi que la préservation du voisinage.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du présent marché, les éventuelles modifications, demandées par l'Acheteur, afin de se conformer aux nouvelles règles, donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties, en application de l'article 7 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le Titulaire s'engage à respecter les conditions d'exécution en vue de la protection de l'environnement.

Le Titulaire fait ses meilleurs efforts pour réduire l'impact écologique des prestations fournies au titre du présent marché, notamment :

- En traitant les déchets liés à la fabrication, au conditionnement et au transport des matériels pour en réduire les impacts écologiques négatifs ;
- En proposant des matériels économes en énergie et/ou en fluides ;
- En proposant des matériels constitués de matériaux recyclables ;

Le Titulaire est incité à utiliser un emballage respectueux de l'environnement, notamment :

- En utilisant des emballages pour lesquels les déchets produits lors de leur fabrication sont traités pour en réduire les impacts écologiques négatifs ;
- En utilisant des emballages comprenant des matériaux recyclés ;
- En utilisant des emballages réutilisables ;
- En diminuant le volume d'emballage utilisé ;
- En assurant le recyclage des emballages utilisés.

La prestation de transport peut également faire l'objet d'efforts écologiques de la part du Titulaire, notamment :

- En utilisant des véhicules économes en carburant traditionnel ;

- En utilisant des véhicules totalement ou partiellement électriques ou compatibles GPL ou GNV ;
- En recourant à des véhicules réduisant les nuisances sonores.

ARTICLE 11 - CLAUSE A CARACTERE SOCIALE

Afin de favoriser l'insertion professionnelle des publics en difficulté, il est fait application des dispositions de l'article L2112-2 du Code de la commande publique par le biais d'une clause sociale d'insertion. Conformément à l'article 16 du CCAG FCS, le titulaire du marché réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et / ou professionnelles.

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle sont les personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans ;
- par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

Durant l'exécution du marché, Le titulaire transmet à l'acheteur, dès lors que l'acheteur lui a communiqué les coordonnées du facilitateur, tous renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale, notamment la liste des personnels concernés par les actions d'insertion des personnes relevant du secteur apte ou protégé.

Une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire. Elle est mise en place dans les trois mois qui suivent la notification du marché. Durant l'exécution du marché, une réunion de suivi de la clause d'insertion annuelle est prévue.

Le volume horaire d'insertion attendu sur l'ensemble de la prestation de location et entretien de linge de travail est au minimum de 5% du volume horaire total. Ce pourcentage peut faire l'objet d'une réévaluation à la hausse lors des réunions annuelles de suivi de la clause d'insertion avec l'accord des deux parties.

Le titulaire du marché doit respecter la législation applicable en matière de taux d'emploi des personnes en situation de handicap qui est de **6 % de l'effectif de l'entreprise**,

ARTICLE 12 - PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENTS

12.1 - Prix du marché

Les prestations seront réglées par application des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires. Les prix sont fermes la première année

Conformément à l'article 10 du CCAG-FCS, le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

12.2- Variation des prix

Les prix sont réputés fermes la première année.

Les prix du marché seront révisés chaque année à la date anniversaire de début du marché, sur demande du Titulaire et sous réserve de soumission des propositions au plus tard deux mois avant la date anniversaire, par courriel ou courrier avec accusé de réception dans les conditions définies ci-dessous et à l'adresse suivante :

=> Format papier

Institut National des Sciences Appliquées (INSA) de Lyon

Bâtiment Direction,

20 Avenue Albert Einstein

69621 Villeurbanne Cedex

=> Format électronique à l'adresse suivante : marchespublics@insa-lyon.fr

L'INSA Lyon devra accepter la variation de prix proposée pour qu'elle soit applicable.

La variation de prix est applicable chaque année à partir de la date anniversaire du présent marché.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « Mois zéro » (Mo) et correspondra au mois « MARS 2025 »

Les prix sont révisés, à la hausse comme à la baisse, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0.25 + 0.75 (I_n / I_0)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé HT

P₀ = Prix initial HT

I_n = valeur du dernier index publié à la date de la révision

I₀ = valeur du dernier index connue au mois Mo de remise des offres

Choix de l'index de référence : l'index de référence choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est l'indice 010766744 en base 2023 - CPF 81.29 – Autres services de nettoyage publié par l'INSEE (site : www.insee.fr).

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Les prix révisés sont applicables aux bons de commande notifiés après la réception de la validation des nouveaux tarifs par le Titulaire du marché.

NOTA : L'instruction des factures révisées ne pourra être réalisée que dans la mesure où le détail de la révision avec indications de la valeur des indices pris en compte figurera de manière explicite.

12.3 - Échéancier de paiement

Le paiement des prestations se fait par virement administratif.

Le paiement de la prestation se fait sur présentation de la facture et du procès-verbal de réception signé par le service prescripteur et le titulaire du marché.

12.4 - Modalités de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- La désignation de l'émetteur (le Titulaire)
- Le numéro SIRET de l'INSA Lyon : 196 901 920 00013,
- Le nom et adresse de l'Acheteur (l'INSA Lyon)
- Le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique)
- Le numéro du marché (M25.0008)
- Le code service
- La date d'émission de la facture
- La désignation précise des prestations effectuées ;
- Le montant H.T
- Le montant et le taux de TVA applicable ;
- Tout rabais, remise, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables ;
- Le montant TTC

Les factures seront libellées à l'adresse suivante :

INSA LYON – Service facturier
20, avenue Albert Einstein
69621 VILLEURBANNE CEDEX

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Directeur de l'INSA Lyon.

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

Le règlement sera effectué au compte bancaire indiqué par le titulaire dans l'acte d'engagement (joindre un R.I.B. original).

ARTICLE 13 - BONS DE COMMANDE

Les bons de commandes sont établis durant toute la durée du marché. Ils sont établis sur la base des prix du BPU et /ou sur devis pour les prestations concernées.

Ils sont notifiés au titulaire par tout moyen permettant de déterminer précisément leur date de réception. La date de réception du bon de commande tient de date de notification.

Le bon de commande comportent à minima les informations suivantes :

- La date et le numéro de la commande ;
- Le code service ;
- Le nom et coordonnées du Titulaire ;
- L'ensemble des prestations commandées ;
- Le détail des prix unitaires par référence au BPU ;

- Le montant total de la commande incluant le prix HT, TTC, ainsi que le montant de la TVA ;
- Le lieu d'exécution ;
- Les détails d'exécution ;
- L'adresse de facturation.

ARTICLE 14 - PÉNALITÉS APPLICABLES

En cas de non-respect des conditions d'exécution du marché et conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'INSA Lyon se réserve le droit d'appliquer au titulaire des pénalités.

Les pénalités applicables sont cumulables entre elles.

Ces pénalités sont déduites du montant restant dû par l'INSA Lyon ou font l'objet d'un ordre de reversement à l'encontre du titulaire. Elles restent dues en cas de résiliation du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Les pénalités sont dues dès le premier euro et dès le premier jour de retard. Celles-ci sont exprimées en jours calendaires et incluent donc les samedi, dimanche et les jours fériés.

14.1 - Pénalités pour retard de livraison

Conformément à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution du marché est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité de retard.

Une pénalité forfaitaire de cent (100) euros sera appliquée par jour de retard :

- pour la livraison de la commande.

- pour l'enlèvement du linge sale.

L'INSA Lyon peut exonérer le titulaire de ces pénalités si ce dernier invoque une cause de retard qui ne lui est pas imputable. Il notifie alors sa demande d'exonération à l'INSA Lyon, en exposant les motifs de son retard.

14.2 - Pénalités pour non-respect des conditions de l'offre

Toutes les conditions d'exécution du présent marché telles que demandées dans le CCTP devront être strictement suivies.

En cas de non-respect de l'une de ces conditions, le titulaire est passible, d'une pénalité qui par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS est fixé forfaitairement à cent-cinquante (150) euros par non-respect constaté.

Toutes ces pénalités sont cumulables.

L'INSA Lyon peut exonérer le titulaire de ces pénalités si ce dernier invoque une cause de retard qui ne lui est pas imputable. Il notifie alors sa demande d'exonération à l'INSA Lyon, en exposant les motifs de son retard.

14.3 - Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

A défaut de correction, dans un délai fixé par l'article L.8222-6 du code du travail, des irrégularités constatées par l'Acheteur, ou par un agent de contrôle, le Titulaire s'expose, après mise en demeure, à la résiliation du présent marché à ses frais et risques ou à l'application d'une pénalité égale à 10% du montant des bons de commande, dans la limite, selon le cas incriminé, du montant maximum des amendes pouvant être encouru en application des articles L.8224-1, L.8224 -2 et L.8224-5 du code du travail.

ARTICLE 15 – GARANTIE DE QUALITE

Le titulaire s'engage à réaliser une prestation conforme aux stipulations du présent marché. Si la prestation est d'un niveau inférieur à celle attendue, le titulaire s'engage à reprendre les articles

concernés et à réaliser la prestation sans frais supplémentaire. Cette demande est faite par écrit (par messagerie électronique ou télécopie) par l'INSA Lyon après contrôle des articles rendus. Elle fait l'objet d'une procédure spécifique de traitement des articles défectueux.

En cas de perte ou détérioration grave imputable au prestataire des articles identifiés, celui-ci s'engage à rembourser l'INSA Lyon sur la base de la valeur de rachat des articles neufs.

Le linge est garanti par le titulaire de l'accord-cadre contre tout vice caché, c'est-à-dire, inapparent à première vue à l'instant de la livraison, sous réserve que le stockage de cette marchandise après sa livraison soit conforme aux conditions réglementaires la concernant.

En cas de vice caché, le linge est remplacé par le titulaire, ou éventuellement, une réfaction est appliquée sur le prix de la marchandise, au gré de l'acheteur

ARTICLE 16 - ASSURANCE

Le titulaire et ses sous-traitants doivent contracter les assurances permettant de garantir leur responsabilité à l'égard de l'INSA Lyon et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution du marché.

Conformément à l'article 9.2 du CCAG-FCS, il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 17 - EXCLUSION, RÉSILIATION, CONTENTIEUX

17.1 - Résiliation pour faute du Titulaire

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le Titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du Titulaire. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du Titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du Titulaire.

Le décompte de résiliation à la suite d'une décision de résiliation pour faute du Titulaire est établi conformément à l'article 43.3 du CCAG-FCS. Ce décompte, une fois arrêté par l'Acheteur est ensuite notifié au Titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut, à la date de sa notification.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du Titulaire.

17.2 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, l'acheteur peut, à tout moment et sans mise en demeure préalable, mettre fin de manière anticipée au marché pour un motif d'intérêt général par décision de résiliation unilatérale notifiée avec accusé de réception au Titulaire.

La résiliation du marché n'ouvre droit à aucune indemnité.

17.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Acheteur par le Titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'Acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article

L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

17.4 - Règlement des litiges et langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, les correspondances, les demandes de paiement doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 18- DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Articles du CCAP dérogeant au CCAG-FCS
4.1	4
27.2.2	9
14.1.3	14
14	14.2
42	17.2